

personnes qui n'a pas accès à l'eau courante s'il ne préférerait pas avoir un impôt à payer ?

La question politique récurrente est donc la suivante : quels services voulons-nous et quels sont ceux que nous voulons voir gérés par la sphère publique ? Car, en payant moins d'impôts, nous réduirons les ressources de l'État, et ce dernier fournira évidemment, moins de services. Accepterons-nous, en contrepartie, moins de professeurs, d'infirmiers, de routes aménagées, de policiers, de juges ou d'armée ? Ne perdons pas de vue que l'impôt reflète la gamme des services publics que nous souhaitons, à l'exception près des gaspillages qui alourdissent inutilement la facture et dont il ne serait pas vain de s'occuper<sup>6</sup>. En fin de compte, n'est-ce pas la question de savoir si nous ne devrions pas payer plus d'impôt qu'il faudrait se poser ? Car l'équilibre budgétaire n'est pas réalisé, ne l'oublions pas ! Si l'encaisse fiscale prévoit en 2006, 282,6 G€, les dépenses sont estimées à 329,5 G€. Voilà un déficit de 46,9 G€ à financer par emprunt, donc une augmentation de cette dette<sup>7</sup> dont les intérêts mobilisent une part croissante des ressources budgétaires<sup>8</sup> (12,4 % du total des dépenses) et dont le deuxième effet est de creuser la fracture entre riches et pauvres.

6. Notons, toutefois, que les gaspillages ne sont pas l'apanage du public, ils existent tout autant dans le privé, mais on en parle moins.

7. Les questions et idées fausses sur la dette publique ont été examinées au chapitre 4.

8. Projet de loi de finances pour 2006.

Si nous voulons moins d'impôts, nous devons accepter, soit la disparition de certains services, soit leur transfert vers le privé où tout porte à croire que nous devons les payer plus cher, si nous en avons les moyens. La question centrale est donc de définir le type de société que nous souhaitons : plus solidaire ou chacun pour soi ?

## ■ SORTIR DES SENTIERS BATTUS

L'un des arguments récurrents utilisés pour inciter à privatiser le système des retraites et le système de protection de santé est que le nombre des actifs par rapport à celui des bénéficiaires est en constante diminution. Selon une étude de l'Insee, il y aura 1,4 actif pour un inactif de plus de 60 ans en 2050, contre 2,2 en 2005. Sous-entendu : les actifs ne pourront pas payer les retraites. Quant à la Sécurité sociale, il n'y a pas une émission de télévision ou de radio, sans que de doctes économistes ou tout aussi doctes hommes politiques ne viennent nous rebattre les oreilles avec « le trou de la Sécu ». Pour un mensonge, en voilà un beau ! Car ce soi-disant déficit n'a aucun sens si ce n'est « comptable ». Il n'est dû qu'au fait que le budget de la Sécurité sociale est séparé du budget national. Parle-t-on du « trou de l'Armée », ou de celui de la Justice ou de l'Éducation nationale ? Faut-il rappeler une fois encore que le « côté face » d'un